



Destinataire

Paris, le 15 avril 2019

**Non-consommation de fonds FEADER – LEADER par la France
Simplifions les procédures pour une consommation optimisée des fonds européens**

Alors que les fractures sociales et territoriales s'accroissent de façon préoccupante en divisant les Français ; alors que les collectivités territoriales ont une nécessité de moyens constants pour mener à bien leurs projets, il y a urgence à replacer l'Europe au cœur de nos territoires.

Sur les 687 millions d'euros délivrés par Bruxelles via le programme européen de développement rural LEADER en 2014, seuls 5,45% ont été versés ! Si les fonds ne sont pas consommés d'ici à 2020, l'enveloppe restante pourrait être définitivement perdue pour les territoires.

Malheureusement, l'histoire se répète.

En 2013, la France avait déjà renoncé à 1,2 milliards d'euros de subventions. Les besoins et chantiers sont pourtant nombreux : inclusion sociale et développement économique des zones rurales, modernisation et transformation des pratiques agricoles, financement de services au public dans les territoires, etc.

La complexité du circuit de l'instruction française, les difficultés et lourdeurs administratives et techniques, sont autant de freins à l'attribution de ces subventions. Ce constat est partagé par tous et la responsabilité en est collective mais reste franco-française. Les mesures adoptées jusqu'à présent n'ont pas permis de débloquer la totalité des dossiers des 5000 porteurs de projets qui attendent toujours de percevoir une subvention européenne pour près de 8000 projets. Derrière ces chiffres, nous découvrons, principalement, des petites structures financièrement en péril.

Il s'agit d'une question de survie pour nos territoires et pour les porteurs de projet qui mettent encore de l'espoir dans nos institutions. Il s'agit également de l'image de l'Europe que cette inefficacité participe à véhiculer.

N'en faisons pas un enjeu politique.



Ainsi, nous appelons le Président de la République, le Premier ministre, le Commissaire européen en charge de l'agriculture et du développement rural, le Ministre chargé des relations avec le Parlement, la Secrétaire d'État en charge des Affaires européennes, le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, la Ministre de la Cohésion des territoires et des

Relations avec les collectivités territoriales, les Présidents de Région et les candidats aux élections européennes de tous les partis politiques, à prendre conscience de l'urgence de la situation et à définir un plan de sauvetage pour :

- Libérer en urgence les fonds destinés aux porteurs de projet ;
- Réformer la gestion des fonds en France, en simplifiant la procédure et la lisibilité administrative de manière drastique ;
- Tirer les enseignements de la situation actuelle, en prévision de la négociation de la future programmation des fonds.

Vous remerciant, par avance, de l'attention que vous porterez à ce courrier, nous vous prions de bien vouloir agréer, *destinataire*, l'expression de notre haute considération.

Sophie AUCONIE, Députée – UDI, Agir et Indépendants

Yolaine de COURSON, Députée – LREM

Yves BOULOUX, Sénateur- LR

Nassimah DINDAR, Sénatrice - UC

Marc LE FUR, Député - LR

Pierre LOUAULT, Sénateur – UC

Christine PIRES-BEAUNE, Députée – Socialistes et apparentés

Jean-Jacques LOZACH, Sénateur – Socialistes et républicains